

Sommaire

L'Europe en Aquitaine

- Erasmus pour jeunes entrepreneurs : un nouveau programme lancé
- Année internationale de la biodiversité : la région Aquitaine, chef de file du programme européen REVERSE
- La Maison de l'Europe à Bordeaux, un nouvel acteur
- La Commission européenne au Salon régional de l'agriculture d'Aquitaine
- 12ème édition des Assises de l'Origine sur le thème de « Quelles stratégies à 10 ans pour les produits sous signes officiels de qualité et d'origine ? » le 11 mai 2010

En bref

- Quelle agriculture pour l'Europe de demain ? Appel pour un débat public
- Le projet de budget 2011 de l'UE : l'avenir au-delà de la crise
- La Commission dresse le bilan de la politique de cohésion : environ 1,4 million d'emplois créés en Europe entre 2000 et 2006
- 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Zoom

- Baisse de l'emploi dans le secteur agricole européen

Agenda

■ Horaires d'ouverture

Du mardi au jeudi de 10h à 12h
et de 14h à 16h
ou, en dehors de ces plages,
sur rendez-vous.

Tél. 05 56 01 33 36

L'Europe en Aquitaine

■ Erasmus pour jeunes entrepreneurs : un nouveau programme lancé

Ce programme, lancé en février 2009, offre aux nouveaux entrepreneurs (porteurs d'idées, de projets ou en activité depuis moins de 3 ans), la possibilité de partir se former auprès d'un entrepreneur de PME chevronné dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

En tant qu'organisme intermédiaire en Aquitaine, Cap Ulysse a en charge la diffusion de ce nouveau programme, la sélection, l'accompagnement des candidats et l'attribution d'une bourse.

Dans le cadre de ce programme, le projet « Enable Entrepreneurship Across Europe & Aquitaine » - 3EA, constitue une opportunité pour les candidats de la région Aquitaine de :

- se former au métier d'entrepreneur en bénéficiant des conseils avisés d'entrepreneurs confirmés en Europe ;
- s'ouvrir à de nouveaux marchés au niveau international ;
- faciliter la recherche de partenaires commerciaux et constituer des nouveaux réseaux d'affaires à travers l'Europe ;
- échanger de bonnes pratiques avec leurs homologues européens.

En outre, Cap Ulysse a accès à un réseau européen d'entreprises d'accueil qu'il met à disposition de chaque candidat, en fonction de leur projet. La durée moyenne de ce stage en entreprise dans le pays de leur choix, se situe autour de 12 semaines, elle est subventionnée par une bourse équivalente à environ 1100 € par mois (possibilité de cumuler avec d'autres prestations).

Les futurs ou nouveaux exploitants agricoles sont éligibles à ce dispositif.

Si vous souhaitez poser votre candidature, contactez **Cap Ulysse au 05 56 94 08 83** ou **info@capulyse.fr** - 10 places sont disponibles à ce jour en Aquitaine.

→ **En savoir plus : <http://www.capulyse.fr>**

■ Année internationale de la biodiversité : la région Aquitaine, chef de file du programme européen REVERSE

Baptisé "Regional exchanges and policy making for protecting and valorising biodiVERSity in Europe", ce projet, d'un budget total de 2,5 millions d'euros, vise à améliorer l'efficacité des politiques de développement régional dans le domaine de la protection et la valorisation de la biodiversité, à travers une coopération interrégionale active, faite d'échanges et de partage d'expériences. Adaptation au changement climatique, aménagement du territoire, conservation de la nature, ... la thématique de la biodiversité sera abordée dans son ensemble.

Les actions suivantes seront menées :

- identification des bonnes pratiques de protection et de valorisation de la biodiversité,
- rédaction d'un guide de bonnes pratiques de protection et de valorisation de la biodiversité cultivée,
- élaboration de recommandations (sous la forme d'une charte commune) et d'un plan d'action pour la protection et la valorisation de la biodiversité.

—> **En savoir plus** : <http://agri-agro.aquitaine.fr/agriculture-durable-et-solidaire/biodiversite/>

—> **Prochainement** : www.reverse.eu

■ La Maison de l'Europe à Bordeaux, un nouvel acteur

Véritable centre de ressources tout public, la Maison de l'Europe Bordeaux-Aquitaine (MEBA) travaille en synergie avec tous les acteurs locaux volontaires, pour promouvoir l'Europe et la rapprocher des citoyens.

Sa mission est de développer une stratégie globale avec plusieurs objectifs :

- construire l'unité de l'Europe en contribuant à une meilleure compréhension des institutions européennes par les citoyens ;
- permettre une meilleure compréhension des fondements de l'Europe, valeurs partagées, et une meilleure connaissance des citoyens européens entre eux ;
- renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté faite de différences, de similarités et éviter le risque accru en temps de crise du repli identitaire sur soi ;
- participer à la réflexion et à l'épanouissement de la citoyenneté européenne ;
- participer, enfin, au rayonnement européen de Bordeaux, en contribuant ainsi à l'appropriation par les citoyens de l'Europe au quotidien.

—> **En savoir plus** : <http://www.europe-bordeaux.eu/>

■ La Commission européenne au Salon régional de l'agriculture d'Aquitaine

La Commission européenne a tenu un stand tout au long du salon régional de l'agriculture d'Aquitaine du 8 au 17 mai afin de présenter aux professionnels et au grand public la politique agricole commune (PAC) et ses défis pour l'après 2013.

C'est la première fois que la Commission européenne était présente dans un salon de l'agriculture en région : absente cette année du salon de l'agriculture à Paris, c'est le salon aquitain qui a été privilégié. De nombreuses animations assurées par la Direction Générale de l'Agriculture de la Commission européenne ont permis, pendant toute la durée du salon, de faire le point et de débattre sur des sujets clefs pour l'Aquitaine : avenir de la PAC, développement rural, changement climatique, nouveau logo « bio » européen... A cette occasion, le Chef de l'unité Agriculture biologique à la Commission européenne, Jean-François HULOT, a participé à une conférence sur les évolutions de la politique européenne en matière d'agriculture biologique : la question de la réglementation sur la vinification a notamment été abordée, d'autant plus attendue que le nouveau logo bio européen devra obligatoirement figurer sur les produits certifiés à partir du 1er juillet 2010 (avec une période de transition de deux ans).

Cette réglementation est encore en discussion entre les 27 Etats membres, qui n'arrivent pas à s'accorder sur la limitation de la teneur en sulfite.

■ 12ème édition des Assises de l'Origine sur le thème de « Quelles stratégies à 10 ans pour les produits sous signes officiels de qualité et d'origine ? » le 11 mai 2010

Le Parlementaire européen Giancarlo SCOTTA y a notamment présenté la position du Parlement européen sur l'avenir de la politique européenne de la qualité.

Celle-ci diffère des premiers projets de la Commission européenne, présentés l'année dernière dans une communication : les parlementaires s'opposent notamment à la fusion des signes AOP et IGP et proposent une reconnaissance et une valorisation plus importante du rôle des consortiums. Le processus législatif de cette réforme ne fait que commencer (la proposition législative de la Commission européenne est attendue vraisemblablement d'ici la fin de l'année), mais le Parlement européen se prépare à utiliser ses pouvoirs législatifs pour y faire entendre sa voix.

—> **En savoir plus** : www.origine.coop

En bref

■ Quelle agriculture pour l'Europe de demain ? Appel pour un débat public

Dacian Cioloş, membre de la Commission européenne chargé de l'Agriculture et du Développement rural a lancé le 12 avril dernier un débat public sur l'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC) dans l'Union européenne.

Afin de recueillir les contributions au débat public, Dacian Cioloş a annoncé le lancement d'un site internet ouvert jusqu'au mois de juin 2010. Une synthèse des contributions sera alors réalisée par un organisme indépendant. En juillet 2010, la Commission européenne organisera une conférence de synthèse du débat public. Elle espère tirer de cette synthèse des idées fortes pour construire sa communication sur la PAC après 2013 et qui devrait être présentée fin 2010.

Outre la contribution que la PAC peut offrir au développement de la stratégie Europe 2020, le débat public se structure autour de quatre thèmes principaux :

- Pourquoi une Politique agricole commune européenne ?
- Quels objectifs la société assigne-t-elle à l'agriculture dans toute sa diversité ?
- Pourquoi réformer la PAC et comment la faire répondre aux attentes de la société ?
- Quels outils pour la PAC de demain ?

——> **En savoir plus :** <http://ec.europa.eu/agriculture/cap-debate>

■ Le projet de budget 2011 de l'UE : l'avenir au-delà de la crise

Soutenir la reprise économique, investir dans la jeunesse de l'Europe et dans les infrastructures de demain, telles sont les priorités du projet de budget 2011 que la Commission a adopté le 27 avril 2010. Sur un total de 142,6 milliards d'euros, environ 64,4 milliards correspondent à des actions en lien avec la relance de l'économie (+3,4% par rapport à 2010). De plus, les crédits consacrés aux initiatives phares de la stratégie Europe 2020 (pour la croissance et l'emploi) représentent quelque 57,9 milliards d'euros – soit environ 40% du budget.

Une enveloppe d'environ 500 millions d'euros financera les projets d'accès au haut débit dans les zones rurales.

Si les crédits affectés aux dépenses de soutien des marchés et aux aides directes dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) et au développement rural demeurent stables, les financements en faveur de la protection de l'environnement, dans le cadre du programme Life+, bénéficient en revanche d'une augmentation de +8,7% pour atteindre 333 millions d'euros.

■ La Commission dresse le bilan de la politique de cohésion : environ 1,4 million d'emplois créés en Europe entre 2000 et 2006

Les 123 milliards d'euros investis entre 2000 et 2006 au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) ont eu des retombées indéniables dans les régions. Selon les estimations, les projets financés par l'Union européenne durant cette période ont permis la création de 1,4 million d'emplois, la construction de 2 000 km d'autoroutes et l'approvisionnement de 14 millions de personnes en eau potable de meilleure qualité.

Un rapport de synthèse, présenté le 19 avril par la Commission, résume les constatations générales des évaluations de la politique de cohésion. Il montre de quelle manière cette politique a permis de réduire les disparités entre les États membres et entre les régions, d'œuvrer en faveur du développement économique, mais aussi de faire avancer la protection de l'environnement et de soutenir la politique sociale. Les principales constatations sont les suivantes :

- selon les États membres, à la fin de 2006, 710 000 emplois avaient été créés dans les régions les moins avancées de l'Union (« les régions de l'objectif 1 ») et 730 000 emplois dans les régions les plus développées (celles de « l'objectif 2 »),
- les programmes menés dans les régions de l'objectif 1 ont amélioré tant le potentiel de production à long terme des économies que le niveau du PIB. On estime que, de 2000 à 2009, la politique de cohésion a augmenté globalement le PIB de ces régions de +0,5 % dans l'UE-15

et de 3,7% dans l'UE-10, une simulation macroéconomique indique que la politique de cohésion est profitable à l'ensemble de l'Union – et pas uniquement aux principaux bénéficiaires – ce qui s'explique notamment par son effet stimulant sur les échanges commerciaux.

——> **Le rapport de synthèse de la Commission et toutes les évaluations thématiques peuvent être consultés à l'adresse suivante :** http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/expost_reaction_en.htm

——> **Numéro du magazine Panorama intitulé «Évaluer la politique régionale: analyse et résultats», consultable à l'adresse suivante :** http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/panorama/pdf/mag33/mag33_fr.pdf

——> **Pour prendre connaissance des projets, rendez-vous sur le site suivant :** http://ec.europa.eu/regional_policy/projects/stories/index_fr.cfm

■ 2010 : année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

L'Union européenne est l'une des régions les plus riches de la planète. Pourtant, 17% des Européens ont si peu de ressources qu'ils ne peuvent couvrir leurs besoins élémentaires.

On associe souvent la pauvreté aux pays en développement, où la malnutrition, la faim et le manque d'eau potable sont souvent des défis quotidiens. Mais l'Europe aussi est touchée par la pauvreté et l'exclusion sociale.

——> **En savoir plus :** <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langld=fr&catid=637>

Zoom

■ Baisse de l'emploi dans le secteur agricole européen

L'office statistique européen Eurostat met en évidence, dans un rapport publié début mai, la perte de 3,7 millions d'emplois à temps plein dans le secteur agricole de l'Union européenne entre 2000 et 2009. Dans cette période, l'emploi dans ce secteur a reculé dans tous les États membres. L'emploi a ainsi baissé de 17% dans les quinze anciens États membres de l'UE et de 31% dans les douze États ayant rejoint l'UE entre 2004 et 2007 (les plus fortes chutes étant en Estonie, Bulgarie et Slovaquie, avec respectivement des pertes d'emplois de 55%, 48% et 43%).

Les cinq États qui comptent aujourd'hui le plus d'emplois dans le secteur agricole sont : la Pologne (20% de l'emploi de l'UE 27 dans le secteur agricole avec 2,2 millions de travailleurs à temps plein), la Roumanie (respectivement 19%, 2,1 millions de travailleurs), l'Italie (10%, 1,2 millions), l'Espagne et la France (8%, 900 000 agriculteurs chacun).

En outre, le rapport confirme une diminution de 12% du revenu agricole en 2009 par rapport à 2008. Vingt-et-un États membres ont été affectés par la crise agricole. Les grands pays producteurs : Allemagne, France, Italie, ont été fortement touchés, avec des diminutions de 21%, 19% et 20,9% respectivement. L'Espagne quant à elle, est moins concernée par ce phénomène et enregistre une baisse de 1,8%.

Sur la période 2000-2009, le revenu réel par actif a augmenté de 5% dans l'UE mais ce chiffre masque de grandes disparités entre États : s'il a augmenté fortement en Lettonie (+140%), Estonie (+131%), Pologne (+107%) et Royaume-Uni (+71%), il a, en revanche, chuté au Danemark (-46%), en Italie et au Luxembourg (-36% chacun).

Agenda

■ **28 et 29 juin 2010 : congrès « Mobilité internationale : la lettre et l'esprit » - cité mondiale – Bordeaux**

Organisé par l'agence Europe-Education-Formation France, les deux centres Europe Direct d'Aquitaine sont présents sur l'espace Expositants. Au programme du congrès : plus de 100 intervenants, 18 sessions thématiques, 1 café mobilité...

—> *En savoir plus* : www.2e2f.fr

■ **2 juillet 2010 : comité de suivi des programmes européens en Aquitaine - Eyzies-de-Tayac (24)**

—> *En savoir plus* : <http://www.europe-en-aquitaine.eu>

■ **23 et 24 septembre 2010 : session de formation au montage de projets de territoire à dimension européenne avec Pays et Quartiers d'Aquitaine- Le Teich (33)**

—> *En savoir plus* : <http://www.aquitaine-pqa.fr/>



EUROPE

DIRECT

RÉSEAU D'INFORMATION

CENTRE DE DOCUMENTATION EUROPÉENNE

Deux Europe Direct à votre service en Aquitaine :

Chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine

Cité mondiale • 6, parvis des Chartrons 33075 BORDEAUX CEDEX
Téléphone : +33 (0)5 56 01 33 36 • Télécopie : +33 (0)5 57 85 40 40
documentation@aquitaine.chambagri.fr • www.aquitainagri.fr

CIJA • 125 cours Alsace Lorraine 33000 BORDEAUX

Téléphone : +33 (0)5 56 56 00 49 • europedirectaquitaine@cija.net



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
AQUITAINE

Directeur de la publication : Dominique Graciet
Rédaction : Anne-Marie Moreno, Sophie Bracesco
ISSN : 1950-6384